

Retraites : un pouvoir obstiné et sourd aux urgences sociales

L'automne 2010 aura été marqué par un mouvement social d'une rare ampleur, conséquence logique de l'acharnement du gouvernement à vouloir imposer **une réforme des retraites aussi brutale qu'injuste.**

Injuste, car elle pénalise les plus faibles et touche plus particulièrement les femmes : le report de l'âge de la retraite sans décote de 65 à 67 va toucher tous les parcours précaires, tous ceux qui n'ont pas réuni tous leurs trimestres de cotisations, et en particulier les femmes. Déjà, aujourd'hui, 3 femmes sur 10 doivent attendre 65 ans pour liquider leurs droits à la retraite parce qu'elles n'ont pas réuni tous leurs trimestres.

De plus ce projet est révoltant, parce qu'il ne propose des départs anticipés (et à 60 ans encore !) que pour les salariés déjà en incapacité médicale, et non ceux qui ont été exposés à des risques dont on sait qu'ils affectent directement l'espérance de vie.

D'autres solutions sont possibles, plus justes, plus équilibrées : mise à contribution des revenus du capital, suppression d'exonérations inutiles de cotisations sociales, augmentation modérée des cotisations, passage progressif à la retraite à temps partiel pour ceux qui souhaitent aller au-delà de la durée actuelle de cotisations, voilà les pistes pour une réforme équitable.

Catherine Calmet

Retrouvez nous sur : europeecologiecreteil.wordpress.com